



Pays andins et Cuba

N°19 – Mai 2019

Région

 2018^E – Population : 152 M

PIB : 914 Mds USD

Marché	Derniers cours	Var. hebdo. (%)	Var. annuelle (%)
Pétrole (USD / baril WTI)	61,4	-1,0%	-15%
Zinc (USD / t)	2712,0	-0,5%	-11%
Cuivre (USD / t)	5919,0	-1,4%	-15%
Nickel (USD / t)	11960,0	0,3%	-19%
USD/COP	3341,5	1,5%	16%
USD/PEN	3,3	0,7%	2%
EUR/VES (taux BCV)	6288,2	4,5%	

Note : les variations positives du taux change indiquent une dépréciation de la monnaie locale

Bolivie

2018 – Population : 11 M

PIB : 42 Mds USD

Discussion au Sénat d'un projet de loi qui réduit les sanctions pour sabotage industriel et atteinte contre la liberté du travail.
 La chambre des Députés a approuvé le projet de loi 275/19 qui réduit la sanction maximale pour le délit de sabotage industriel de 8 à 4 ans d'années de prison et spécifie que le sabotage doit être conduit « avec violence » pour être considéré un délit. Il spécifie également que les atteintes à la liberté du travail (bloquer l'accès des travailleurs à leur lieu de travail) ne seront pas considérées comme délit s'ils se font dans le cadre d'une grève. Le secteur privé estime que ce projet porte préjudice à la sécurité juridique.

Début d'arbitrage entre l'État bolivien et la société suisse Glencore à la Chambre de Commerce Internationale à Paris.
 Le procès porte sur la « renationalisation » en 2007 de trois actifs miniers, propriété de Glencore, suite à un conflit social entre les travailleurs et les exploitants d'une de ces mines. L'État bolivien argue que la nationalisation avait été réalisée afin de mettre fin au violent conflit social et que ces trois actifs, à l'origine propriété de l'État, avaient été privatisés de façon irrégulière par le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada dans les années 90, puisque c'est l'entreprise même de l'ex-Président qui avait récupéré ces actifs avant de les vendre à Glencore.

L'État devrait rembourser de 130 à 150 MUSD à Repsol pour son investissement dans le forage du puits gazier Boyuy X-2.
 L'entreprise espagnole réclame ce montant qu'elle considère remboursable, tel que prévu dans le contrat d'opérations (zone de Caipipendi) signé entre YPFB et un groupe d'entreprises dont Repsol. La firme espagnole précise qu'il ne s'agissait pas d'un contrat indépendant qui l'aurait obligé à assumer les risques de « forage sec ». Le montant engagé pour ce forage était trop élevé pour être considéré comme un « puits d'exploration » (il n'a abouti à aucune découverte).

Colombie

2018 – Population : 46 M

PIB : 337 Mds USD

L'OCDE optimiste sur la croissance en 2019, mais pessimiste sur les indicateurs sociaux.
 Alors que la Banque centrale colombienne ne prévoit qu'une croissance de 3,2% cette année, l'OCDE table sur 3,4% en 2019 (et 3,6% en 2020), sous l'effet d'une hausse de l'investissement portée par la baisse des prélèvements sur les entreprises. Cette hausse de l'investissement entraînerait cependant une hausse des importations et un creusement du déficit courant, dans un contexte d'exportations atones. Les indicateurs sociaux (chômage, pauvreté, inégalités) ne connaîtraient selon l'OCDE pas d'amélioration cette année.

Une inclusion financière à 81,3%, qui cache de fortes disparités régionales.
 Selon *Banca de las oportunidades*, plus de 80% des adultes détenaient au moins un produit financier à fin 2018 (objectif de 85% dans le nouveau Plan de développement national). Ces taux s'évaluent cependant de 98,5% pour les habitants de Bogota à 27,6% pour ceux du département amazonien de Vaupés. Deux autres départements affichent un taux d'inclusion financière inférieur à 50% (La Guajira à 46,6% et Vichada à 44,6%).

Hausse de 6,5% de la production de charbon au 1^{er} trimestre.
 La Colombie, 5^e exportateur mondial de charbon, a produit 20,9 Mt de ce minerai au 1^{er} trimestre. Le charbon constitue la 2^e source de revenus à l'exportation, et a engendré 170 MUSD de royalties au 1^{er} trimestre.



Cuba

2018 – Population : 12 M

PIB : 96 Mds USD

Forum d'affaires Cuba – Vietnam.

Vingt-deux entreprises vietnamiennes ont participé à ce forum organisé à l'occasion de la visite à Cuba du Vice-président de la Chambre de Commerce et l'industrie de Vietnam, M. Vo Tan Thanh. À cette occasion, les entreprises vietnamiennes et cubaines participantes ont discuté des possibilités de coopération notamment dans les secteurs du pétrole, de la construction, de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits pharmaceutiques. En Asie-Pacifique, le Vietnam est le deuxième partenaire commercial de l'île. Le commerce bilatéral entre les deux pays a atteint 340 MUSD en 2018, avec un objectif affiché de 500 MUSD à l'horizon 2022.

Livraison des premières voitures chinoises de passagers pour le transport ferroviaire.

Le groupe chinois CMC a débuté lundi 20 mai la livraison à Cuba des 80 premières voitures de passagers, en conformité avec un accord signé avec le Ministère des Transport à Cuba. Cet accord inclut la livraison de 240 voitures de passagers entre 2019 et 2021, qui seront financées par un crédit de 150MUSD, remboursable sur 15 ans, accordé par la banque du commerce extérieur chinois Exim Bank China. L'achat des nouvelles voitures s'inscrit dans un programme de revitalisation du ferroviaire à Cuba, adopté par les autorités du secteur sur la période 2015-2030. Le programme prévoit des investissements à hauteur de 1,3Md USD, destinés à l'acquisition et la maintenance du matériel roulant ainsi qu'à la modernisation et l'extension du réseau et de la signalisation.

Pérou

2018 – Population : 33 M

PIB : 229 Mds USD

Menace sur la concession autoroutière de Vinci à Lima.

Suite à l'incarcération de l'ancienne maire de Lima Susana Villarán, dans le cadre du Lava Jato, et à la gronde populaire sur les péages dans l'agglomération, le maire actuel, Jorge Muñoz, a déclaré qu'il ne voulait « d'aucun péage entaché de corruption » et convoqué un conseil municipal pour débattre sur le sujet des péages à Lima et une éventuelle renégociation des concessions. Le groupe Vinci est ainsi menacé car il a racheté fin 2016 au groupe brésilien OAS (via le fonds d'investissement brésilien Invepar) la concession municipale de la « linea Amarilla » à Lima, adjugée par la mairie en 2009.

Nouvelle bataille sur la réglementation du secteur électrique.

Un projet de loi visant à redéfinir le cadre réglementaire du secteur de l'électricité, à l'initiative d'un parlementaire fujimoriste, n'a finalement pas été élevé en session Plénière par décision de la Commission de Défense du Consommateur. Ce projet va à l'encontre des intérêts d'Engie (19% de la génération électrique nationale) et de ses homologues étrangers Enel et Kallpa, alliés pour la circonstance, qui ont exprimé leur désaccord dans un communiqué public conjoint. L'Osinerghmin, le régulateur du secteur électrique, a également déclaré devant la Commission que cette réforme élèverait les tarifs de l'électricité pour les ménages de 6%.

Venezuela

2018 – Population : 32 M

PIB : 96 Mds USD

Les échanges commerciaux s'effondrent en février.

Sur la base des données publiées par les partenaires commerciaux du Venezuela, le cabinet Torino Economics estime les importations vénézuéliennes à 328 MUSD en février, soit une baisse de 59% sur un an (-46% en rythme mensuel et -90% depuis 2012). Les Etats-Unis étaient ce mois-là le 1^{er} fournisseur du Venezuela (125 MUSD), suivis par la Chine (43 MUSD) et l'Inde (42 MUSD). Sur l'ensemble de l'année, les importations pourraient n'atteindre que 5 Mds USD, soit une réduction de moitié par rapport à 2018.

PDVSA cherche à vendre 6,4 millions de barils sur le marché au comptant.

Selon S&P Global Platts, PDVSA propose une décote allant de 15 à 17 USD par baril pour les cargaisons de Merey (5,4 millions de barils) et de DCO (1 million de barils). Depuis l'imposition des sanctions pétrolières américaines, les dépôts sont saturés et les revenus pétroliers s'effondrent (prévisions comprises entre 5 et 10 Mds USD, contre 24 Mds USD en 2018).

PDVSA réduit sa dette envers Rosneft.

Selon Pavel Fedorov, vice-président de Rosneft, la dette commerciale de PDVSA envers l'entreprise russe est passée de 2,3 Mds USD en décembre 2018 à 1,8 Md USD à fin mars 2019. Les échéances seraient payées dans les délais grâce aux livraisons de pétrole.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional
Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Pays andins et Cuba
Revu par : Julien BUISSART

Version du 23 mai 2019